

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 1^{ER} JUILLET 2014**

FN/RT

**OBJET : N° 1.3 - ADMINISTRATION GENERALE –
DEVOIEMENT RESEAU EAU POTABLE SYNDICAL LORS TRAVAUX POSE RESEAU
ASSAINISSEMENT – PRISE EN CHARGE FINANCIERE -**

L'an deux mille quatorze, le premier du mois de juillet à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau,
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau,
Mme Dominique CHAGNOL, Membre du Bureau,

Etaient absents :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. James BELLOT, Membre du Bureau,
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

OBJET : N° 1.3 - ADMINISTRATION GENERALE –**DEVOIEMENT RESEAU EAU POTABLE SYNDICAL LORS TRAVAUX POSE RESEAU
D'ASSAINISSEMENT – PRISE EN CHARGE FINANCIERE -**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

Très régulièrement, lorsque des collectivités envisagent des travaux de voirie importants et/ou de pose de nouveaux réseaux enterrés, la question du réseau d'eau potable, et de son éventuel remplacement, se pose.

Jusqu'à fin 2013, des tronçons du réseau d'eau potable ont été renouvelés sur le territoire du SEBA en parallèle à la pose d'un réseau de collecte des eaux usées, et/ou avant des travaux de surface. Les coûts du réseau principal étaient pris en charge à 70 % par la commune et 30 % par le SEBA et la politique du SEBA était alors d'accompagner les choix communaux.

Fin 2013, le Comité Syndical a souhaité mettre fin à ces participations financières communales, s'agissant d'une dérogation au CGCT et ne conserver, à partir de 2014, des participations financières des communes que pour les opérations en lien avec le développement urbanistique.

Les opérations touchant au déplacement de réseaux ou renouvellement sont désormais assurés totalement par le SEBA ce qui suppose, dans l'optique d'une maîtrise des dépenses, de prioriser les actions. Pour le renouvellement des conduites, le Bureau Syndical a adopté début 2014 un programme triennal de remplacement de conduites sur la base de critères techniques (données issues de la modélisation des réseaux de l'historique de casses, ...).

La commune de Berrias-et-Casteljau projette des travaux de pose d'un réseau de collecte des eaux usées quartier la Rouveyrolle. En raison de l'étroitesse des rues, elle demande que le réseau d'eau potable soit remis à neuf concomitamment. S'agissant d'un réseau ancien (a priori datant de 1956) et desservant plusieurs communes et non uniquement ce quartier, la commune demande au SEBA une « participation financière pour la rénovation de cette portion de réseau ».

La réponse du Président du SEBA a été jusqu'à présent de rappeler qu'aucune intervention n'a été envisagée quartier la Rouveyrolle à Berrias et donc que les travaux sur le réseau d'eau potable ne sont pas des travaux de pur renouvellement du réseau mais des travaux de dévoiement, rendus nécessaires par la seule pose d'un réseau de collecte des eaux usées. Aussi, il appartient au « marché eaux usées » de les prévoir techniquement et au budget « eaux usées » d'en assurer le financement.

Néanmoins, cette question étant amenée à se poser régulièrement sur le territoire, une position de principe doit être débattue.

Après en avoir débattu, le Président propose que les règles appliquées par le Syndicat en matière de financement de dévoiement du réseau d'eau potable lors de travaux de pose de réseau assainissement soient maintenues et il met cette proposition au vote.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à la majorité des membres présents (2 abstentions : M. Patrice FLAMBEAUX et Mme Dominique CHAGNOL), **ADOpte** cette proposition.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL